

Bulletin d'histoire politique

Comment étudier l'État ?

Bruce Curtis



Volume 15, Number 3, Spring 2007

Quinze ans d'histoire politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1054557ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1054557ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Curtis, B. (2007). Comment étudier l'État ? *Bulletin d'histoire politique*, 15(3), 103–107. <https://doi.org/10.7202/1054557ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Comment étudier l'État ?¹

BRUCE CURTIS
Département de sociologie
Université Carleton, Ottawa

Répondre à cette question d'apparence simple sur le plan de la méthodologie présume qu'on a clarifié d'un point de vue conceptuel l'objet d'étude, c'est-à-dire l'État. Tel qu'on le retrouve dans les débats contemporains, le concept d'État est manifestement ardu. Traditionnellement, la spécificité de l'État s'est établie par opposition à une réalité distincte, habituellement la société civile. En raison de cette distinction, parler d'intervention étatique, par exemple, est devenu chose délicate. Pourtant, la formation de l'État national constitue, d'un même souffle, la réformation de la société civile. Philip Corrigan et Derek Sayer, par exemple, ont fait ressortir que la formation de l'État anglais a été étroitement liée autant à la création d'institutions culturelles, de rituels et de symboles qu'à la formation de ses sujets politiques¹. La gouvernance politique et le gouvernement sont donc soumis à la volonté des sujets politiques qui luttent pour l'hégémonie et le consentement tout en modelant cette même volonté. La thèse de Jürgen Habermas portant sur la colonisation interne dans le cadre de la formation de l'État européen au cours de la période suivant la Seconde Guerre mondiale allègue que les gouvernements ont détourné les luttes de classes et créé de nouvelles formes de standardisation politique grâce aux politiques d'aide sociale qui ont permis de rebâtir le champ politique². Même les énergiques tentatives néo-marxistes de Mark Neocleous visant l'étude du phénomène de la gestion de l'État tout en préservant la distinction entre société civile et État ne peuvent rendre compte avec cohérence d'un État indépendant de la société civile une fois bien engagé le processus de fabrication d'un ordre social par l'administration. Si l'intervention étatique s'avère une réussite, la distinction entre société et État est ébranlée³. L'État étant présent au sein des subjectivités sociales et de la

1. Traduit de l'anglais par Emmanuelle Marchand et Michel Sarra-Bourner.

vie privée, il est par conséquent profondément problématique de l'isoler en tant que sujet empirique. On ne peut simplement l'envisager comme un ensemble d'institutions, car il risquerait alors d'avoir une envergure similaire aux relations sociales dans leur ensemble.

Une seconde difficulté du même ordre surgit lorsqu'on applique le concept d'État. Il réside dans le fait que celui-ci ne se réfère pas à une entité délimitée et unitaire ayant une existence temporelle continue. D'une part, en période contemporaine, et ce, sans tenir compte de la redistribution des pouvoirs souverains dans les organisations et les institutions transnationales, les systèmes étatiques englobent de multiples organismes qui sont plus ou moins directement dans l'orbite de ces systèmes et dont la place occupée dans cette orbite varie, bien souvent rapidement. Les gouvernements délèguent les fonctions politiques, administratives ou militaires aux organismes privés tandis que les institutions religieuses s'intègrent ou non au système étatique. Les autorités politiques et administratives centrales sont inéluctablement dépendantes de leurs intermédiaires locaux pour pouvoir mener à bien leurs projets. Par ailleurs, les systèmes étatiques ne font pas par définition preuve de cohésion interne. Les différentes antennes d'un système étatique, les différents organismes et les différentes factions bureaucratiques coexistent généralement dans un contexte concurrentiel ou conflictuel, du moins en l'absence d'un état d'urgence.⁴

Dans ce bref texte, je pars de ce principe, en me ralliant à trois axes de recherche que les historiens spécialistes de la formation de l'État pourraient approfondir avec profit, comme le suggèrent Norbert Elias, Pierre Bourdieu et Michel Foucault. Je n'approuve pas entièrement les projets intellectuels exposés par ces auteurs. Mon point de vue est plutôt pragmatique. En se basant sur sa propre approche de la théorie des systèmes, Norbert Elias, dans son court essai, intitulé *The Retreat of Sociologists into the Present*⁵, incite les chercheurs à se pencher sur l'évolution de l'organisation historique des besoins fondamentaux du système et des relations instables de pouvoir et de domination qui en découlent. Dans une liste plus suggestive qu'exhaustive, Elias fait ressortir les exigences du système social universel au chapitre de l'organisation et de la gestion de la vie matérielle, de la violence et des procédés de prise de position ou d'acquisition des connaissances. Son ambitieuse approche socio-historique souligne tout à la fois que les différents groupes de spécialistes peuvent dominer les différents besoins du système lors de différentes périodes historiques et que l'interaction variable de telles sources de domination fait naître différentes formes d'organisation politique, notamment de formes d'État. Dans le cadre de son analyse plus globale du processus civilisateur, Elias met autant l'accent sur l'importance de l'acquisition de capacités

humaines techniques et scientifiques que sur les formes de subjectivité qui accompagnent l'acquisition de telles capacités. Ainsi, il oppose, par exemple, le pouvoir potentiel issu des formes primitives de la société humaine fondée sur le monopole de la connaissance mystique ou religieuse, connaissance qui influence les personnes menacées par l'existence d'un monde enchanté, avec les difficultés de monopoliser les formes rationnelles et scientifiques de la connaissance qui reposent sur la diffusion, le dialogue et le débat et qui s'efforcent de briser cet enchantement. Les experts militaires, qui constituent la classe des guerriers, peuvent se rallier aux spécialistes religieux pour régner sur l'économie dans certaines formations sociales alors que, dans d'autres, les économistes peuvent prendre le pas sur les militaires. Le travail d'Elias atteint un haut niveau d'abstraction, mais il a autant pour effet de nous sensibiliser aux changements historiques majeurs des structures de pouvoir que de nous offrir un cadre de recherche axé sur de telles structures.

Dans son essai, *Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique*⁶, Pierre Bourdieu fait ressortir un second axe de recherche sur la formation de l'État, lequel a également été adopté en grande partie par Corrigan et Sayer. Bourdieu s'intéresse à ce que certains appellent l'État en tant que condition, c'est-à-dire non pas l'État, mais plutôt un État public politiquement et administrativement organisé au sein duquel des pratiques se dessinent. Il s'agit ici des infrastructures administratives et politiques qui coordonnent les relations et les pratiques, qui éclairent les pratiques adoptées dans différents secteurs et qui énoncent le contexte général ou fondamental qui explique la présence de ces relations ou pratiques. Les capacités administratives du système étatique sont intimement liées aux travaux de métrologie, par exemple la mise en place d'un système stable de poids et mesures, de monnaie et de division du temps ; au recensement des sujets de l'État grâce à des initiatives telles que la création de l'état civil [en français dans le texte original], la mention de dénominations acceptables et toute autre forme d'autorisation ou d'enregistrement de certains segments de la population ; au découpage du territoire et à l'élaboration de méthodes de repérage et d'enregistrement des propriétés ; et à l'établissement de pratiques, telles que l'inspection, permettant aux centres éloignés de surveiller les activités à l'échelle locale. Bien qu'historiquement la plupart de ces formes de métrologie soient élaborées grâce à une approche politique, elles finissent par servir de base à une myriade de pratiques diverses que les sujets finissent par intégrer sous forme d'habitus. L'élaboration de pratiques communes en matière d'estimation, d'évaluation, de mesure, de dénomination et de reconnaissance officielle a été relativement peu étudiée dans le cadre de l'histoire de la formation de l'État canadien⁷.

Un troisième axe de recherche dans le domaine de l'histoire du système étatique est abordé par Michel Foucault dans son ouvrage sur la gouvernementalité, la bio-politique et les technologies de pouvoir⁸. Plutôt que de postuler l'existence de structures générales de domination politique et d'en confirmer ensuite la présence au sein des luttes politiques locales, Foucault propose une stratégie d'analyse qui considère les principales dominations politiques comme le résultat des différentes articulations des technologies du pouvoir, du symbolisme et de la formulation de sens, de la domination et du sujet (la subjectification). Foucault élargit radicalement la portée du terme gouvernement pour faire état de toutes les tentatives de structuration des actions d'autrui, c'est-à-dire de conduite de la conduite. Le gouvernement de l'État n'est qu'une catégorie de gouvernement parmi d'autres et l'articulation des autres pratiques gouvernementales avec celles de l'État se situe au niveau de la recherche empirique. En tentant de comprendre la formation de l'État libéral, Foucault circonscrit son investigation aux rapports de souveraineté, de discipline et d'institutions disciplinaires ainsi que ceux du gouvernement de soi et des autres.

Le gouvernement libéral est considéré comme un projet constamment problématique qui vise à harmoniser la liberté du sujet avec les impératifs et les stratégies de gouvernance. De surcroît, les stratégies libérales sont typiquement bio-politiques parce qu'elles visent les conditions de vie, le travail, la natalité et la mortalité des sujets gouvernés considérés comme une population. L'histoire de la formation de l'État est de ce fait non seulement l'histoire des stratégies bio-politiques, telles que le natalisme ou l'eugénique, mais également celle des mentalités politiques, c'est-à-dire des façons d'aborder un champ d'action qui sont des formes de pouvoir-savoir.

En somme, selon Elias, nous devrions mettre bon ordre dans certaines constellations de pouvoirs spécialisés qui prédominent de vastes périodes historiques. Les travaux de Bourdieu suscitent, entre autres, l'intérêt envers l'organisation des conditions élémentaires de la pratique au sein des champs politiques et administratifs, tout en se faisant l'écho de la théorie gramscienne qui verrait l'État comme un ensemble de relations organisées et conjonctives. L'ouvrage de Foucault permet donc d'élargir considérablement le concept de gouvernement et de favoriser la recherche empirique axée sur les interactions variables entre les mentalités et les pratiques d'un gouvernement dans le cadre de la formation de l'État.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. CORRIGAN, Philip et Derek SAYER, *The Great Arch : English State Formation as Cultural Revolution*, Oxford, Basil Blackwell, 1985.
2. HABERMAS, Jürgen, « Marx and the Thesis of Internal Colonization », dans William Outhwaite (dir.), *The Habermas Reader*, Cambridge, Polity Press, 1996, p. 283-304.
3. NEOCLEOUS, Mark, *Imagining the State*, Maidenhead, Open University Press, 2003.
4. CURTIS, Bruce, « Comment dénombrer les serviteurs de l'État au Canada-Uni : Essai méthodologique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 46, n° 4, 1993, p. 607-628. « Working Past the Great Abstraction : Abrams and Foucault on the State and Government », *Les cahiers d'histoire*, vol. 17, n° 1-2, 1997, p. 9-18.
5. ELIAS, Norbert, « The Retreat of Sociologists into the Present », dans V. MEYER et al. (dir.), *Modern German Sociology*, New York, Columbia University Press, 1987, p. 150-172.
6. BOURDIEU, Pierre, « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Raisons Pratiques : Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, p. 101-145.
7. De toute évidence, Bourdieu émet une mise en garde contre la lecture empirique des pratiques de mesure en tant que simples résultats émanant des codes de mesure. *For my Attempt at the History of Metrology in Early Canada*, CURTIS, Bruce, « From the Moral Thermometer to Money : Metrological Reform in pre-Confederation Canada », *Social Studies in Science*, vol. 28, no. 4, 1998, p. 547-570.
8. Un dossier des plus utiles : Pascale LABORIER et Pierre LASCOUMES, « L'action publique comprise comme gouvernementalisation de l'État », dans Sylvain MEYET, Marie-Cécile NAVES et Thomas RIBEMONT (dir.), *Travailler avec Foucault : Retours sur le politique*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 37-62.